

"On n'est pas des acteurs de changement, mais de développement !"

Marc Totté, décembre 2024

C'est une phrase que l'on entend parfois ici et là face à la montée en force des théories du changement dans le développement ou de celle des exigences d'impact dans des tas de secteurs ayant une forte composante sociale et politique.

Elle est légitime et mérite qu'on s'y intéresse d'un peu plus près.

L'hypothèse qu'on suivra ici est que sa pertinence tient de ce qu'elle se veut une réponse au caractère global, absolu, définitif que l'on met dans le changement, travaillé essentiellement par l'"impact". Qui devient alors une exigence voire un prérequis aux financements. C'est bien différent si l'on parle d'effets, d'incidences, de transformations...

Mais commençons par le commencement : qu'est ce que le Changement par rapport au Développement? Comment éviter d'en faire des synonymes ? Si le Développement se veut toujours vecteur de changements, positifs bien entendu, il y a de la distance entre désirs et réalités.

Le concept de Développement a été comme on sait inventé dans un contexte historique particulier Il était "commandé" par le progrès, la maîtrise, la croissance, l'importance des "pionniers", voire des "colons". Il n'est plus possible de le penser de la même manière à l'ère de l'"anthropocène" et de la décolonisation. L'ennui c'est que les sources de ces paradigmes sont encore bien actives, même si elles ont pris d'autres formes et formulations : "innovation" à la place de progrès, "créatif" à la place de pionnier, "coopération" à la place de colonisation ?...

Le changement reste de ce fait perçu simplement comme un stade supplémentaire dans un processus de développement dont on peut rapidement broser l'origine et les grandes étapes :

- au sortir des colonisations la focale est en grande partie politique. On est en pleine guerre froide et les acteurs cherchent à étoffer et valoriser leurs camps respectifs ;
- en parallèle existait (et existe toujours) une focale essentiellement matérielle et économique : augmentation des infrastructures, des revenus, de l'emploi,... Il s'agit en somme d'améliorer des "états" et conditions "matérielles" de vie. Une perspective plutôt éloignée des conditions "existentielles" liées aux identités particulières[1] ;
- ensuite va venir s'ajouter assez vite une dimension plus organisationnelle. Elle se traduit par l'essor de stratégies de "renforcement de capacités" de "bonne gouvernance" qui, selon l'angle d'approche, sera essentiellement gestionnaire ou de structuration socio-politique (à l'image de la structuration des OP villageoises en fédérations nationales puis sous-régionales : un acquis important) ;
- la dernière approche est plus d'économie politique et invite à mieux comprendre et intégrer les rapports de force, les jeux d'acteurs, dans les déterminants historiques, dans les modalités d'intervention. Elle invite sans doute à plus de retenue.

On en est là pour l'instant et les dimensions psycho-culturelles restent encore largement impensées.

Dans ce contexte, les théories du changement n'ajoutent pas grand chose à ces façons de penser-faire du développement, sinon l'exigence de mieux expliciter comment on pense procéder pour garantir le passage d'un état A à un état B considéré comme idéal.

En ce sens, les gens qui disent " On n'est pas des agents de changement mais de développement" n'ont pas tort. Le changement si on le prend au sérieux est bien plus qu'une différence de degré dans les attendus ou de degré dans la formulation des objectifs. Cela exige bien plus.

La différence fondamentale tient surtout à la capacité de toucher ce qui, à l'intérieur, des sociétés entrave ou facilite les évolutions. On touche donc à des dimensions plus psychosociales et culturelles largement sous-investies. L'argument des développementistes est alors : "*nous ne sommes pas légitimes pour toucher à cela !!*".

Les contre-arguments sont tout aussi défendables:

- Ce que l'on impulse de toute façon comme manières de penser-faire, à travers nos logiques et outils de "projet", est considérable. Et cela, d'autant plus qu'on ne s'en soucie guère (et que l'on tient tout les "mondes" comme semblables). S'il y a bien des "conséquences" positives telle que l'agentivité (la prise de conscience que l'on peut agir sur sa propre destinée et infléchir celle des autres), certaines sont plus discutables : l'individualisation des rapports et la perte de mécanismes qui faisait des sociétés des "holismes" (non pas forcément harmonieux mais en tout cas cohérents);
- Il est possible de le faire à certaines conditions : (1) partir d'abord et avant tout des agendas, problématiques locales et des façons dont les gens formulent leurs propres questions (sans venir avec "nos" réponses toutes faites) ; et/ou (2) autoriser et organiser la réciproque, c'est-à-dire que les partenaires puissent également apporter de temps à autre leurs propres 'penser-faire' par rapport aux situations critiques de développement chez nous. Divers exemples existent[2].

Une fois ces contre-arguments intégrés le vrai travail d'acteur de changement peut commencer. Un travail d'accompagnement indirect au changement chez les autres, et un travail plus direct sur le changement chez soi. Les deux simultanément.

Cela suppose d'utiliser la figure du projet (que ce soit chez nous ou à l'étranger) comme prétexte pour faire se réfléchir des "différents", des "divers", dans les miroirs tendus l'un vers l'Autre, et construits par différentes représentations du métier, différentes façons de penser-agir l'action et ses finalités.

Prendre conscience de cela c'est être pleinement acteur de changement. Et c'est ce qui distingue les agents de développements des agents de changement. Il y a donc aussi à considérer une différence dans l' "agentivité" elle-même : les premiers sont surtout tournés vers l'amélioration des conditions de vie, les seconds sur l'amélioration des conditions d'existence ce qui suppose un travail plus psycho- ou socio-pédagogique et culturel. Il y a entre les deux toute la question de reconnaître différents mondes, différentes mondanités, c'est-à-dire différents rapports à la terre, la nature, la planète, l'Autre, ...

Comme le disait Chesterton : "ce sont les vaches et les moutons qui "vivent ensemble" et se conduisent en cela en purs économistes" (rapporté par Alain Supiot).

[1] Quelle soit politique ou géographique. Si l'identité collective est bien une construction en grande partie fictionnelle, c'est aussi le produit d'une évolution socio-historique que l'on ne peut évacuer dans toute relation interculturelle. Elle est attachée aux territoires et à leur histoire.

[2] Notamment le réseau réciprocity assuré par le CIEPAC qui invitait des consultants du Sud (sénégal) pour venir expliquer à des élus en Lozère comme faire de la démocratie participative.

